

## Flash ISP 10-2004

>>> [PSI@lb.bcentral.com](mailto:PSI@lb.bcentral.com) 06/14 11:55 >>>

- Le syndicat coréen de l'électricité bloque la privatisation
- L'UE serait-elle membre du G90?
- Affranchir le monde de l'extrême pauvreté
- Les travailleurs russes du secteur public s'insurgent
- L'OIT défend les droits de négociation des travailleurs municipaux au Chili
- Déclaration CISL/CSC pour la CNUCED XI
- Allégement de la dette pour les pays frappés par des conflits
- 150e pays signataire contre les pires formes de travail des enfants
- L'Autriche ratifie la Convention sur la protection de la maternité
- Débat électronique de la Banque mondiale sur la privatisation et l'emploi

### DES AFFILIES DE L'ISP AIDENT LE SYNDICAT COREEN DE L'ELECTRICITE A BLOQUER LA PRIVATISATION

Le syndicat des travailleurs coréens de l'électricité (KNEWU) a opposé une résistance farouche et déterminée aux projets du gouvernement, qui voulait privatiser son système énergétique. Ce combat dure depuis cinq ans, avec beaucoup de manifestations et de mobilisation, des emprisonnements, des programmes éducatifs - toute la gamme de ce que peut vivre un syndicat. Le KNEWU a même participé aux élections et aidé à élire un gouvernement mieux disposé. Mais l'élément tactique le plus intéressant de sa campagne a été une commission tripartite (gouvernement, milieux universitaires, travailleurs) que le Président coréen a mandatée pour effectuer une analyse comparative de la privatisation et de la dérégulation du secteur énergétique dans d'autres pays et pour en tirer des recommandations à appliquer. L'ISP a aidé cette commission à décider quels pays visiter et avec quels syndicats discuter. Le 31 mai, la commission a soumis son rapport final, faisant état des dangers de la dérégulation et de la privatisation et appelant à de nouvelles politiques énergétiques pour la Corée. Nous attendons maintenant que le Président y souscrive et change la politique nationale. Le KNEWU remercie vivement tous les syndicats qui l'ont aidé dans ce travail de pionniers! Et félicitations à tous les travailleurs et dirigeants syndicalistes de Corée - quel magnifique combat!

### L'UE SERAIT-ELLE MEMBRE DU G90?

Plusieurs ONG de Genève, y compris l'ISP, ont écrit une lettre à tous les membres du groupe G90 à l'OMC - constitué pour l'essentiel des pays les moins avancés, du groupe Afrique et du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique - , les appelant à rejeter un projet de document rédigé en leur nom mais qui se révèle une capitulation devant toutes les exigences que l'Union européenne négocie à l'OMC. Si ce document reflétait vraiment la position du G90, cela signifierait que le round de négociations OMC de Doha est de nouveau d'actualité, c'est-à-dire que l'UE et les USA obtiennent presque tout ce qu'ils veulent au prix d'énormes sacrifices pour les pays du G90. Si les ONG ont écrit cette lettre - qui est disponible, en anglais uniquement, sur le site de l'ISP [www.world-psi.org](http://www.world-psi.org) ou auprès de [Mike.Waghorne@world-psi.org](mailto:Mike.Waghorne@world-psi.org) -, c'est parce que ce projet de document va exactement à l'encontre d'un document rédigé à peine un jour ou deux auparavant à Kigali par les Ministres africains du commerce. On imagine que le projet a été rédigé par l'UE et soumis par un petit noyau de personnes du G90, sans discussion avec le reste du groupe. Cette lettre peut être utile à nos affiliés des pays du G90, pour qu'ils puissent faire pression au plus vite sur leurs gouvernements.

### AFFRANCHIR LE MONDE DE L'EXTREME PAUVRETE

Une mobilisation globale est prévue pour 2005 à l'appui des Objectifs de Développement du Millénaire de l'ONU. L'ISP est membre du groupe organisateur d'une coalition d'ONG qui projette de soumettre les gouvernements à un maximum de pression en faveur des changements de politique nécessaires à la réalisation de ces objectifs. Le thème de la campagne est Make Poverty History (Faire de l'extrême pauvreté une affaire du passé). Les ODM ciblent des priorités telles que l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, l'éducation primaire pour tous les enfants, l'arrêt de la propagation du sida et d'autres maladies, l'autonomisation des femmes et le développement durable. L'an prochain, l'ONU fera un bilan officiel des probabilités de réaliser ces objectifs d'ici 2015. Jusqu'à présent, les résultats indiquent que la plupart ne seront pas réalisés dans la plupart des pays, à moins que n'interviennent des décisions pour l'augmentation et l'amélioration de l'aide, l'annulation de la dette et des règles de commerce équitables. Il est capital d'Investir dans des services publics de qualité pour atteindre les Objectifs, et cette campagne globale cadre donc parfaitement avec les objectifs de l'ISP.

### TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC EN RUSSIE: ACTION NATIONALE DE PROTESTATION LE 10 JUIN 2004

Le gouvernement russe projette de réduire les budgets de la santé ainsi que les salaires et les prestations sociales pour diminuer les dépenses de l'Etat. Les négociations salariales doivent être transférées du niveau fédéral au niveau des municipalités et des sujets de la Fédération. Les syndicats considèrent cela comme une violation de la convention n° 100 de l'OIT. Ils appellent à un mouvement de protestation massive le 10 juin. Voir autres détails à l'adresse [www.world-psi.org](http://www.world-psi.org).

L'OIT DEFEND LES DROITS DE NEGOCIATION DES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX AU CHILI

Après la décision du gouvernement chilien en 2003 d'introduire une législation qui dénierait leurs droits de négociation aux travailleurs municipaux, notre affilié chilien ASE MUCH, avec notre soutien, a demandé un avis de droit à la Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et recommandations. Lors de sa réunion de décembre 2003, la Commission a estimé que les employés devraient jouir d'un droit de négociation collective. Il a demandé réponse au gouvernement du Chili, mais à ce jour celui-ci n'a manifesté aucune intention de se plier à ces normes internationales. Au cours de la Conférence internationale du Travail qui a lieu en ce moment à Genève, l'ISP et ASE MUCH ont rencontré Bernard Gernigon, directeur de l'unité "Liberté d'association" de l'OIT. L'OIT a répété qu'elle défendait le droit de négociation du syndicat dans le secteur municipal. L'ISP a également demandé à rencontrer le Ministre chilien du Travail, Ricardo Solari, qui était présent à la Conférence. Cette législation concerne 40.000 travailleurs municipaux dans le pays.

#### DECLARATION DE LA CISL ET DU CSC POUR LA CNUCED XI

Avec la participation de Mike Waghorne, de l'ISP, la CISL et le CSC ont rédigé une déclaration pour la réunion de la CNUCED XI qui se tiendra à São Paulo, Brésil, du 13 au 18 juin. En contrepartie des projets d'engagement de la CNUCED dans le secteur commercial, cette déclaration insiste, parmi six axes de travail, sur le plein accès aux syndicats et à d'autres organisations représentatives de la société civile. Suivent ensuite quatre sous-titres: Stratégies de développement dans une économie internationale en globalisation; Développement des capacités de production et de la compétitivité internationale; Garanties pour que le système du commerce international et les négociations en la matière soient bénéfiques au développement; et Partenariat pour le développement. On peut trouver la déclaration complète en anglais sur le site de la CISL:

<http://www.ictu.org/displaydocument.asp?Index=991219322&Language=EN>

#### ALLEGEMENT DE LA DETTE POUR LES PAYS FRAPPES PAR DES CONFLITS

Un récent rapport de l'ONG World Vision propose d'élargir le programme d'allégement de la dette administré par le FMI et la Banque mondiale à six pays ayant vécu un conflit. Cela concernerait notamment Haïti et le Sri Lanka, qui sont exclus de l'actuelle Initiative en faveur des PPTE (pays pauvres très endettés). Cela s'inscrirait dans la logique du précédent créé par les IFI et par les Etats-Unis, défenseurs d'un énorme allégement de la dette pour l'Irak, un autre pays non-PPTE. Pour \$84 milliards, soit beaucoup moins que les \$134 milliards dus par l'Irak, on pourrait faire grâce de leur dette totale aux 16 pays les plus durement frappés par des conflits.

#### UN 150E PAYS RATIFIE LA CONVENTION SUR LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

Le Kirghizstan est le 150e pays à ratifier la Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants. Cette convention, adoptée à l'unanimité par la Conférence internationale du Travail en 1999, est celle qui a fait l'objet du plus grand nombre de ratifications sur la période la plus courte au cours des 85 années d'histoire de l'OIT. Cette 150e ratification nous rapproche de l'objectif de la ratification universelle par les 177 Etats membres de l'OIT. La Convention n° 182 définit les pires formes de travail des enfants comme ayant un effet débilitant sur la santé, les mœurs ou le bien-être psychologique des enfants. Cela comprend les activités industrielles dangereuses, par exemple dans l'industrie minière; les activités illégales telles que prostitution, pornographie et trafic de stupéfiants; le travail dans des conditions de d'extrême chaleur ou froid et le travail qui expose l'enfant à des substances et des produits chimiques dangereux.

#### L'AUTRICHE RATIFIE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION DE LA MATERNITE

Le 30 avril, l'Autriche a été le huitième pays à ratifier la Convention n° 183 de l'OIT, qui est entrée en vigueur en février 2002. Les autres pays sont tous des pays d'Europe: Biélorussie, Bulgarie, Hongrie, Italie, Lituanie, Roumanie et Slovaquie. Pour le texte complet de la Convention, allez voir sous <http://www.ilo.org/ilolex/>.

#### PARTICIPEZ SUR LE NET AU DEBAT DE LA BANQUE MONDIALE SUR LA PRIVATISATION ET LA MAIN D'OEUVRE

Le débat électronique de la Banque mondiale sur la question "La privatisation conduit-elle à des licenciements et à une altération des conditions de l'emploi?" se poursuit jusqu'au 18 juin. Les syndicats ont fait quelques interventions, mais la majorité des messages proviennent du personnel de la Banque mondiale et de consultants anti-syndicalistes. Nous encourageons ceux de nos affiliés qui ont fait l'expérience des effets de la privatisation, ou qui peuvent affirmer la nécessité de respecter les droits des travailleurs pendant la privatisation, à envoyer leurs messages. Visitez le site web ci-dessous pour lire ce qui a déjà été dit et faire vos propres commentaires:

<http://rru.worldbank.org/Discussions/topics/topic38.aspx>

---

Powered by List Builder

To unsubscribe follow the link:

<http://lb.bcentral.com/ex/sp?c=12331&s=F1BE735173A98880&m=391>